

ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE
mise en service d'un bâtiment de stockage, de préparation et de conditionnement
et mise à jour administrative des dispositions applicables aux installations
exploitées par la société JOHN DEERE
situées 1 rue John Deere à FLEURY-LES-AUBRAIS (45400)

La Préfète du Loiret
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier ;

VU la nomenclature des installations classées annexée à l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

VU la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement ;

VU le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Mme Sophie BROCAS, préfète de la région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 5 février 2020 définissant les conditions d'exemption aux obligations d'intégrer un procédé de production d'énergies renouvelables ou un système de végétalisation prévues par le code de la construction et de l'habitation pour les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1999 autorisant la société JOHN DEERE à poursuivre ses activités de fabrication de moteur diesel dans son usine située sur la commune de SARAN au lieu-dit « La Foulonnerie » ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 mai 2010 relatif à la mise à jour administrative des activités exercées par la société JOHN DEERE et l'autorisant à exploiter une fabrique de moteurs diesel dans son établissement implanté rue de la Tuilerie, au lieu-dit « La Foulonnerie » sur la commune de SARAN ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2016 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie du Loiret ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 mars 2025 relatif à la mise en service d'une unité d'assemblage de cellules pour la fabrication de batteries électriques et à la mise à jour des dispositions applicables aux installations situées 1 rue John Deere à FLEURY-LES-AUBRAIS (45400) et exploitées par la société JOHN DEERE ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 mars 2025 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas HONORE, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

VU la transmission du 14 juin 2024 d'un dossier de porter-à-connaissance visant la création d'un nouveau bâtiment de stockage de produits combustibles dénommé « bâtiment S » sur le site de la société JOHN DEERE situé 1 rue John Deere à FLEURY-LES-AUBRAIS ;

VU la demande d'examen au cas par cas déposée par le pétitionnaire le 19 juin 2024 ;

VU l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) du Loiret du 3 septembre 2024 ;

VU la version finale à l'indice « Rev 9 » du dossier de porter-à-connaissance déposée par l'exploitant le 14 mars 2025 ;

VU la transmission du 11 janvier 2024 d'un dossier de porter-à-connaissance visant la mise en service de postes de charge de batteries Lithium-ion dans différents bâtiments du site de la société JOHN DEERE situé 1 rue John Deere à FLEURY-LES-AUBRAIS ;

VU la version finale à l'indice « V7.0 » du dossier de porter-à-connaissance déposée par l'exploitant le 7 mars 2025 et particulier l'analyse de risque zone par zone ;

VU le rapport et les propositions du 16 avril 2025 de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire ;

VU la transmission du projet d'arrêté à l'exploitant ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires ;

CONSIDERANT que ce projet de modification relatif à la création d'un bâtiment de stockage n'est pas soumis à évaluation environnementale systématique, en application du II de l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que ce projet de modification relatif à la création d'un bâtiment de stockage a été soumis à l'examen au cas par cas au titre de la catégorie 1 de l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT l'exonération d'évaluation environnementale du projet de création d'un bâtiment de stockage notifiée au pétitionnaire par arrêté préfectoral du 31 juillet 2024 ;

CONSIDERANT l'avis favorable du service compétent de la Direction Départementale des Territoires sur les mesures de compensation écologique présentées par le pétitionnaire au titre de la destruction d'une surface de 216 m² de zones humides botaniques situées sur la zone d'emprise du projet de création d'un bâtiment de stockage ;

CONSIDERANT qu'il convient d'apporter un niveau élevé de sécurité au niveau des postes de charge des engins de manutention équipés de batteries au lithium dans le nouveau bâtiment de stockage, en prenant en compte les risques de dégagement de gaz dangereux et d'emballement thermique ;

CONSIDERANT qu'il est tout aussi important d'apporter un niveau de sécurité élevé au niveau des postes de charge des engins de manutention équipés de batteries au lithium que l'exploitant projette d'implanter dans les bâtiments existants ;

CONSIDERANT que les mesures proposées par l'exploitant dans son dossier de porter à connaissance susvisé et en particulier dans l'analyse de risque zone par zone constituent des mesures proportionnées aux risques et tiennent compte de l'environnement proche des postes de charge ;

CONSIDERANT que les modifications ont un caractère notable et non substantiel au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'il convient d'actualiser les dispositions applicables aux installations ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

ARRÊTE

Article 1 – Autorisation d'exploiter les installations

La société JOHN DEERE, située 1 rue John Deere à FLEURY-LES-AUBRAIS est autorisée à exploiter le bâtiment S et les installations de charge de batteries lithium-ion selon le tableau de classement en Annexe I du présent arrêté.

Article 2 – Exploitation des installations

Le bâtiment S est conçu, aménagé et exploité conformément au dossier de porter-à-connaissance déposé par l'exploitant le 14 mars 2025 dans sa version à l'indice « Rev 9 » et à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé.

Les installations de charge de batteries mentionnées dans le dossier de porter-à-connaissance déposé par l'exploitant le 7 mars 2025 dans sa version à l'indice « V7.0 » sont conçues, aménagées et exploitées conformément audit dossier. Les détections précoces prévues dans le porter-à-connaissance (sans tenir compte des réserves indiquées dans le document) et l'ensemble des mesures prévues dans le plan d'actions figurant au point 12 du document intitulé « COMPLEMENTS ANALYSE DE RISQUE INCENDIE ZONE PAR ZONE » inclus au porter-à-connaissance sont mises en place dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

La formation du personnel à la gestion d'un feu de batteries est organisée et un registre de formation est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le personnel d'astreinte est également formé, y compris lorsque l'astreinte est assurée par un prestataire extérieur.

Des exercices sont régulièrement organisés (au moins une fois tous les trimestres) à la gestion d'un feu de batteries.

Durant une période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie ou d'indisponibilité de l'éventuel système de détection précoce associé au poste de charge, les activités de charge sont interdites.

Les modalités de gestion d'un feu de batteries sont formalisées dans une consigne. Celle-ci couvre également le transfert vers la zone de quarantaine prévue par l'article 5.3.7 de l'arrêté préfectoral du 7 mars 2025 susvisé.

Article 3 – Prescriptions particulières relatives aux engins électriques de manutention et points de charge implantés au bâtiment S

Le bâtiment S est équipé de 15 chariots électriques de manutention équipés d'accumulateurs lithium-ion.

Dans la cellule principale située au rez-de-chaussée de l'entrepôt, 10 chariots sont utilisés. Ils représentent une puissance de charge cumulée de 100,92 kW (8 chariots avec une puissance de charge de 9,94 kW et 2 chariots avec une puissance de charge de 10,7 kW). Les 8 engins avec une puissance de charge de 9,94 kW sont à chargement frontal et équipés de batteries 48 V. Les 2 engins avec une puissance de charge de 10,7 kW sont à chargement frontal, avec chargeur intégré, et sont équipés de batteries 80 V. Chaque batterie est équipée d'une soupape de sécurité située en partie latérale de son bloc.

Dans la mezzanine, 5 chariots sont utilisés. Ils représentent une puissance de charge cumulée de 9,84 kW (2 chariots avec une puissance de charge de 3,36 kW et 3 chariots avec une puissance de charge de 1,04 kW). Les 3 engins avec une puissance de charge de 1,04 kW disposent d'un chargeur intégré. Ces cinq engins sont équipés d'une batterie 24 V avec une soupape de sécurité située en partie haute de son bloc.

Au total, 9 bornes de recharge fixes sont installées dans l'entrepôt : 7 dans la cellule principale au rez-de-chaussée et 2 en mezzanine. L'ensemble des dispositifs de charge sont adossés au mur de la façade nord du bâtiment et équipés de moyens de détection précoce d'incendie.

Dans la cellule principale, deux groupes de points de charge fixes sont implantés sous la mezzanine et matérialisés au sol.

Le premier est une zone de 4 emplacements, tous équipés d'un chargeur d'une puissance de 9,94 kW. Chaque emplacement est séparé du suivant par un muret fixe d'une hauteur de 1,3 mètre et d'une résistance au feu de 120 minutes.

Le second est une zone de 3 emplacements, tous équipés d'un chargeur fixe d'une puissance de 9,94 kW. Une distance de 3 mètres sépare chaque chargeur du suivant.

Aucun produit ou matière combustible n'est admis dans un rayon de 3 mètres autour de chaque emplacement de charge situé dans la cellule principale.

En mezzanine sont implantées deux bornes de charge d'une puissance unitaire de 3,36 kW et distantes de 3 mètres. Les emplacements pour chariot sont matérialisés au sol. Aucun produit ou matière combustible n'est admis dans un rayon de 3 mètres autour de chaque emplacement de charge situé en mezzanine.

Les engins dotés de chargeurs intégrés sont rechargés sur les emplacements susvisés lorsque les bornes de recharge ne sont pas utilisées.

En dehors des périodes d'activités, les chariots qui ne sont pas stationnés sur les emplacements de recharge sont remisés sur les emplacements définis dans le dossier de porter-à-connaissance.

Article 4 – Prescriptions particulières relatives aux postes de charge des autres bâtiments (hors unité d'assemblage de batteries du bâtiment L)

L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours, une fiche par poste de charge mentionnant sa puissance, les éléments caractéristiques de son environnement assortis de photos, les moyens d'intervention, les moyens de désenfumage et toute autre information utile pour l'intervention des secours.

L'exploitant :

- tient à disposition de l'inspection des installations classées un rapport de contrôle annuel de l'environnement dans un rayon de 10 m autour de chaque poste de charge afin de vérifier que l'analyse de risque par zone réalisée reste pertinente et que les mesures de sécurité prévues ont bien été mises en place et sont maintenues (entretenu et fonctionnelles). Dans le cas contraire il y remédie dans les meilleurs délais et en tout état de cause dans un délai de moins d'un mois ;
- transmet à l'inspection des installations classées annuellement un récapitulatif des événements ayant conduit au déclenchement d'une des barrières de sécurité prévue, son analyse des événements et les conclusions de cette analyse en termes de mesures d'amélioration de la sécurité. Il y joindra, dès qu'un outil de calcul reconnu des flux thermiques en cas d'incendie de batteries sera disponible, les résultats des modélisations des flux thermiques pour chacun de ces postes avec les conséquences qu'il propose d'en tirer.

Article 5 – Mesures compensatoires liées à la construction du bâtiment S

L'exploitant s'engage à assurer l'entretien et le suivi dans la durée des espèces arbustives replantées en partie sud de la réserve foncière du site au titre de la compensation écologique susvisée.

Article 6 – Panneaux photovoltaïques

Le bâtiment S sera équipé de panneaux photovoltaïques en toiture, au droit de la cellule de stockage des produits finis et emballages, sur une surface de 2 300 m², pour une puissance d'installation 478 kWc et une production annuelle de 475 MWh.

Les équipements respectent les dispositions de la section V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé et l'arrêté ministériel du 5 février 2020.

La surface maximale d'un champ photovoltaïque en toiture est limitée à 300 m² (30 m de long maximum).

La configuration des locaux préserve un accès aisé, facilement repérable et sans danger à la toiture ainsi qu'aux dispositifs techniques s'y trouvant. Pour ce faire, un cheminement d'une largeur praticable de 0,90 mètre est laissé libre entre chacun des champs photovoltaïques créés, sur la périphérie de la toiture ainsi qu'autour des diverses installations techniques. Les câbles installés sur ces cheminements sont regroupés en un minimum de points, et protégés mécaniquement.

L'onduleur est isolé de son support et de toute matière combustible environnante par des dispositifs EI ou des dispositions adaptées équivalentes (local technique, coffret, éloignement...).

Sauf dispositions plus contraignantes préconisées par le fabricant, l'exploitant fait vérifier par un organisme agréé les équipements et les éléments de sécurité des installations photovoltaïques annuellement et, ponctuellement, après tout événement climatique susceptible d'affecter la sécurité de l'installation.

Article 7 – Actualisation de classement des activités

L'article 1.2.1. de l'arrêté du 7 mars 2025 relatif à la mise en service d'une unité d'assemblage de cellules pour la fabrication de batteries électriques et la mise à jour administrative des dispositions applicables aux installations situées 1 rue JOHN DEERE à FLEURY-LES-AUBRAIS et exploitées par la société JOHN DEERE est remplacé par les tableaux de classement en Annexe I du présent arrêté.

Article 8 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux conditions indiquées dans le présent arrêté et à celles qui lui seraient imposées par la suite, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à son encontre, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 9 – Information des tiers

Pour l'information des tiers cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Loiret pour une durée minimum de quatre mois.

Article 10 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Loiret et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Orléans, le 28 AVR. 2025

Pour la préfète, et par délégation,
Le secrétaire général



Nicolas HONORE

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.181-17 du Code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, au Tribunal administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS :

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (s) de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative, 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLÉANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Le cours du délai imparti pour l'introduction du recours contentieux est interrompu par l'exercice des recours administratifs, et ne recommence à courir que lorsqu'ils ont été rejetés.

Tout recours administratif ou contentieux contre la présente décision doit obligatoirement être notifié à son auteur ou à son bénéficiaire, dans les conditions prévues à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Annexe I

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou
par une rubrique de la nomenclature Loi sur l'eau

Rubrique et alinéa	Cl	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère		Volume autorisé	
2931	-	A Moteurs à explosion, à combustion interne ou à réaction, turbines à combustion (ateliers d'essais sur banc de). Lorsque la puissance totale définie comme la puissance mécanique sur l'arbre au régime de rotation maximal, des moteurs ou turbines simultanément en essais est supérieure à 150 kW ou lorsque la poussée dépasse 1,5 kN	Production : 12 cellules d'essais. Engineering : 9 cellules d'essais.	Puissance mécanique totale	> 150	kW	5 140	kW
1510	2b	E Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes) <i>Dont papier, cartons ou matériaux combustibles analogues</i>	Bâtiment S regroupant l'ensemble des activités du site relevant de cette rubrique.	Volume	≥ 50 000 < 900 000	m³	87 750	m³
							529	t
2563	1	E Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface.	14 machines à laver	Quantité de produit mise en œuvre dans le procédé	> 7 500	l	29 970	l
2565	2a	E Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. Procédés utilisant des liquides.	1 bain de dégraissage de 5 000 litres 1 bain de conversion de 1 500 litres	Volume des cuves de traitement	> 1500	l	6 500	l
2940	2a	E Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile...). Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le "trempé" (Pulvérisation, enduction...).	Cabine de peinture + four de cuisson	Quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre	> 100	kg/j	350	kg/j
1185	2a	DC Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et (fabrication, emploi, stockage). Emploi dans des équipements clos en exploitation. Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg		Quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation	> 300	kg	523	kg
2561	-	DC Production industrielle par trempé, recuit ou revenu de métaux et alliages	Machines/process : vilebrequin, machine de trempe par induction	-	-	-	-	-
2910	A2	DC Combustion. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse	Chaudière bâtiment administratif : 560 kW Chaudières bât D1 : 1 453 et 1 163 kW	Puissance thermique nominale	> 1 < 20	MW	3	MW

Rubrique et alinéa		Clt	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère		Volume autorisé	
2925	1	D	Accumulateurs (ateliers de charge d')		Puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération	> 50	kW	198	kW
2925	2	D	Accumulateurs électriques (ateliers de charge)	<p>Bâtiment C : 1 point de charge de 31,97 kW</p> <p>Bâtiment D : 5 points de charge, pour une puissance totale de 66,8 kW, et 3 points de charge, pour une puissance totale de 7,76 kW, qui seront transférés au bâtiment S</p> <p>Bâtiment D1 : 1 point de charge de 3,36 kW.</p> <p>Bâtiment E1 : 3 points de charge pour une puissance totale de 21,68 kW.</p> <p>Bâtiments F : 8 points de charge pour une puissance totale de 39,25 kW.</p> <p>Bâtiment H : 2 points de charge pour une puissance totale de 21,40 kW.</p> <p>Bâtiment L : 4 bancs d'essai électriques (au total 550 kW) et 18 robots AGV (au total 54 kW) soit une puissance totale utilisable de 604 kW.</p> <p>Bâtiment R : 2 points de charge pour une puissance totale utilisable de 11,74 kW.</p> <p>Bâtiment S : - pour les engins de manutention : 9 points de charge des batteries de chariots de manutention et 5 chargeurs intégrés, incluant les 3 chargeurs transférés du bâtiment D. Ces 14 chargeurs ne pouvant pas être utilisés simultanément, la puissance maximale de charge est de 77,82 kW. - pour les robots de</p>	Puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération	> 600	kW	965,29	kW

Rubrique et alinéa		Cl	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère		Volume autorisé	
				l'autostore : 10 chargeurs lents d'une puissance totale de 1 kW Zone proto : 1 point de charge de 3,36 kW. Local de charge : 9 points de charge pour une puissance totale utilisable de 82,91 kW.					
4734	2	DC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. Pour les autres stockages.	4 réservoirs de gazole d'une capacité unitaire de 50 m ³ 1 réservoir de gazole d'une capacité unitaire de 1,5 m ³ 1 réservoir de gazole d'une capacité unitaire de 1 m ³ (extinction automatique)	Quantité totale susceptible d'être présente	> 50	t	203	t
2930	1	NC	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie.		Surface de l'atelier	≤ 2 000	m ²	128	m ²
4130	/	NC	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation	Acide nitrique : 1 litre Acid chlorhydrique : 1 litre	Quantité totale susceptible d'être présente	< 1 000	kg	2	kg
4718	2	NC	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).		Quantité totale susceptible d'être présente	< 6	t	835	kg
4719	-	NC	Acétylène (numéro CAS 74-86-2)		Quantité totale susceptible d'être présente	< 250	kg	70	kg
4725	-	NC	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7)		Quantité totale susceptible d'être présente	< 2	t	120	kg

A (Autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE)* ou NC (Non Classé)

(*) En application de l'article R.512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement

Volume ou quantité autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

L'installation est visée par les rubriques de la nomenclature IOTA suivantes :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (opération)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil et unité du critère	Volume maximal et unité
1.1.1.0	D	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines	3 piézomètres	Ouvrages	-	-
2.1.5.0	A	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol.	Réseau d'assainissement unitaire puis la Loire. Bassin d'infiltration.	Surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet	> 20 ha	35,4525 ha

A (Autorisation), D (Déclaration)